

états faibles d'améliorer leur condition? Le particulier qui se proposerait au milieu de sa nation le rôle qu'elles font au milieu des autres nations serait le plus exécration des malfaiteurs. Anglais, Français, Hollandais, Espagnols, Allemands, voici le motif honnête pour lequel vous prenez les armes les uns contre les autres, pour lequel vous vous entr'égorgez : c'est pour savoir à qui d'entre vous resteront le privilège exclusif de la tyrannie et le monopole du bonheur. Je n'ignore pas que vous colorez ce projet atroce du prétexte de pourvoir à votre sécurité; mais comment peut-on vous en croire lorsqu'on ne vous voit mettre aucun terme à votre ambition, et que plus vous êtes puissans, plus vous êtes impérieux? Vous n'exigez pas seulement tout ce qu'il est de votre intérêt particulier d'obtenir, votre orgueil va quelquefois jusqu'à demander ce qu'il serait honteux d'accorder. Vous ne pensez pas qu'on n'avilit point un peuple sans de fâcheuses conséquences. Son honneur peut s'endormir pendant quelque temps; mais tôt ou tard il se réveille et se venge; et comme de toutes les injures l'humiliation est la plus offensante, c'est aussi la plus vivement sentie et la plus cruellement vengée.

v.  
Établissement d'une  
compagnie  
des Indes à  
Ostende.

Les lumières sur le commerce et sur l'administration, la saine philosophie, qui gagnaient insensiblement d'un bout de l'Europe à l'autre, avaient trouvé des barrières insurmontables dans quelques monarchies. Elles n'avaient pu pénétrer

à la cour de Vienne, qui ne s'occupait que de projets de guerre et d'agrandissement par la voie des conquêtes. Les Anglais et les Hollandais, attentifs à empêcher la France d'augmenter son commerce, ses colonies et sa marine, lui suscitaient des ennemis dans le continent, et prodiguaient à la maison d'Autriche des sommes immenses qu'elle employait à combattre la France; mais à la paix le luxe d'une couronne rendait à l'autre plus de richesses qu'elle ne lui en avait ôtées par la guerre.

Des états qui par leur étendue rendraient formidable la puissance autrichienne bornent ses facultés par leur situation. La plus grande partie de ses provinces est éloignée des mers. Le sol de ses possessions produit peu de vins, peu de fruits précieux aux autres nations; il ne fournit ni les huiles, ni les soies, ni les belles laines qu'on recherche. Rien ne lui permettait d'aspirer à l'opulence, et elle ne savait pas être économe. Avec le luxe et le faste naturel aux grandes cours, elle n'encourageait point l'industrie et les manufactures qui pouvaient fournir à ce goût de dépense. Le mépris qu'elle a toujours eu pour les sciences arrêtait ses progrès en tout. Les artistes restent toujours médiocres dans tous les pays où ils ne sont pas éclairés par les savans. Les sciences et les arts languissent ensemble partout où n'est point établie la liberté de penser. L'orgueil et l'intolérance de la maison d'Autriche entrete-

naient dans ses vastes domaines la pauvreté, la superstition, un luxe barbare.

Les Pays-Bas même ne conservaient rien de leur ancien éclat. Les manufactures de cette riche contrée étaient connues du temps des anciens Romains ; elles furent plus florissantes sous Charlemagne. Les fureurs des Normands, les calamités du règne féodal les réduisirent à très-peu de chose ; leur renaissance fut l'ouvrage des croisades, ou plutôt du gouvernement municipal, qui s'établit dans toute la Flandre durant le cours de ces expéditions insensées. Vers le milieu du quatorzième siècle, Gand comptait quarante mille métiers, la plupart en laine. Malines, Louvain, Bruxelles en avaient chacune près de quatre mille. Les ateliers de Bruges, de Lierre, de Furnes, de Menin, d'Oudenarde étaient également animés ; Ypres était célèbre pour ses belles couleurs, et principalement pour ses superbes écarlates ; d'autres villes fabriquaient des tapisseries : c'était l'Angleterre qui fournissait la matière première de tous ces ouvrages ; mais c'étaient les Pays-Bas qui lui donnaient sa forme et son lustre.

Une nation assez active pour aller chercher au-delà des mers des alimens à son industrie devait être trop éclairée pour négliger de mettre en œuvre les produits de son territoire ; aussi son chanvre, son lin étaient-ils travaillés avec beaucoup d'art et de succès ; on en fabriquait des toiles plus ou moins belles, qui trouvaient toutes

un débouché avantageux dans la plupart des marchés de l'Europe ; les plus voisins même en tiraient des grains, de la bière, des huiles, des chevaux, du gros et du menu bétail : tous les habitans, sans distinction de rang, prenaient part à ce trafic. Les nobles n'avaient pas encore imaginé qu'ils s'aviliraient en relevant, en soutenant, en augmentant leur fortune par un grand commerce.

Un mouvement si général, si rapide et si soutenu avait attiré des richesses immenses dans les Pays-Bas. Les jouissances y étaient proportionnées à tant d'abondance. On y voyait une si grande magnificence, qu'une souveraine de la France qui faisait son entrée à Bruges ne put s'empêcher de s'écrier : *J'ai cru qu'il n'y avait qu'une reine ici, et j'en trouve par centaines.*

Mais combien les Pays-Bas étaient déçus de cette prospérité ! Le voyageur qui passait à Anvers regardait avec étonnement les ruines d'une ville autrefois si florissante. Il en comparait la bourse avec les superbes édifices du paganisme après la destruction du culte des idoles. C'était la même solitude, c'était la même majesté. On y voyait les citoyens indigens et tristes se promener, comme on vit sous Constantin les prêtres déguenillés errer autour de leurs temples déserts, ou accroupis au pied de ces autels où l'on immolait des hécatombes, dire la bonne aventure pour une petite pièce de cuivre.

Le prince Eugène, aussi grand homme d'état que grand homme de guerre, élevé au-dessus de tous les préjugés, cherchait depuis long-temps les moyens d'accroître les richesses d'une puissance dont il avait si fort reculé les frontières, lorsqu'on lui proposa d'établir à Ostende une compagnie des Indes. Les vues de ceux qui avaient formé ce plan étaient étendues. Ils prétendaient que, si cette entreprise pouvait se soutenir, elle animerait l'industrie de tous les états de la maison d'Autriche; donnerait à cette puissance une marine, dont une partie serait dans les Pays-Bas, et l'autre à Fiume ou à Trieste, la délivrerait de l'espece de dépendance où elle était encore des subsides de l'Angleterre et de la Hollande, et la mettrait en état de se faire craindre sur les côtes de Turquie, et jusque dans Constantinople.

L'habile ministre auquel s'adressait ce discours sentit aisément le prix des ouvertures qu'on lui faisait. Il ne voulut cependant rien précipiter. Pour accoutumer les esprits de sa cour, ceux de l'Europe entière à cette nouveauté, il voulut qu'en 1717 on expédiât pour l'Inde, avec ses seuls passe-ports, deux navires. Leur nombre s'accrut. Les années suivantes, et en 1721, il en partit six. Leurs subrécargues, qui la plupart avaient vieilli en Asie, ne bornèrent pas leurs soins à former de riches cargaisons; ils réussirent à établir deux très-bons comptoirs, l'un à Colom, sur la côte de Coromandel, et l'autre à

Bankibasar dans le Bengale. Un lieu de relâche était même entré dans leur projet, et Madagascar avait fixé les regards.

L'Angleterre, la Hollande et la France n'avaient pas attendu ces grands succès pour prendre de l'ombrage. Les trois nations avaient tout mis en œuvre pour étouffer au berceau la nouvelle association. Leurs employés dans l'Orient avaient reçu l'ordre le plus formel de la traverser par la ruse, par la corruption, par la violence; et elles-mêmes avaient défendu en Europe, sous les plus grièves peines, à leurs sujets d'y verser le moindre fonds. Ces précautions furent inutiles. Les agens de la société naissante, tous intelligens, tous expérimentés, tous fidèles, persuadèrent assez aisément aux souverains de l'Indostan qu'il serait avantageux de voir les concurrens se multiplier dans leurs rades; et l'on avait alors dans nos régions une si grande idée des bénéfices qu'on faisait aux Indes, que les plus grandes sévérités n'arrêteraient pas la passion d'y prendre part. Les puissances coalisées, voyant leurs espérances trompées, eurent recours à des moyens d'un ordre supérieur.

Lorsque Isabelle eut fait découvrir l'Amérique et fait pénétrer jusqu'aux Philippines, l'Europe était plongée dans une telle ignorance, qu'on jugea devoir interdire la navigation des deux Indes à tous les sujets de l'Espagne qui n'étaient pas nés en Castille. La partie des Pays-Bas qui n'avait pas recouvré la liberté ayant été donnée

vi.  
Raisons qui  
amenèrent la  
destruction  
de la compa-  
gnie d'Os-  
tende.

en 1598 à l'infante Isabelle, qui épousait l'archiduc Albert, on exigea des nouveaux souverains qu'ils renonçassent formellement à ce commerce. La réunion de ces provinces, faite de nouveau en 1658 au corps de la monarchie, ne changea rien à cette odieuse stipulation. Les Flamands, blessés avec raison de se voir privés du droit que la nature donne à tous les peuples de trafiquer partout où d'autres nations ne sont pas en possession légitime d'un commerce exclusif, firent éclater leurs plaintes. Elles furent appuyées par leur gouverneur, le cardinal infant, qui fit décider qu'on les autoriserait à naviguer aux Indes orientales. L'acte qui devait constater cet arrangement n'était pas encore expédié lorsqu'en 1640 le Portugal brisa le joug sous lequel il gémissait depuis si long-temps. La crainte d'augmenter le mécontentement d'un peuple qu'on ne désespérait pas de ramener à la soumission empêcha de leur donner un nouveau rival en Asie, et fit éloigner la conclusion d'une affaire qui pouvait entraîner de trop grands inconvénients. Elle n'était pas finie lorsqu'en 1648 il fut arrêté à Munster que les Pays-Bas ne pourraient pas prendre à l'avenir plus de part à la navigation des Indes qu'ils ne l'avaient fait par le passé. Cet acte, disaient les trois puissances qu'un même intérêt avait unies, ne devait pas moins lier l'empereur qu'il n'avait lié la cour de Madrid. puisque, par les traités d'Utrecht et de la Barrière, il ne

possédait les provinces qu'aux mêmes conditions, avec les mêmes obligations dont elles étaient chargées sous la domination espagnole.

Ce raisonnement avait de la force, et une grande force. Cependant il n'arrêta pas le conseil de Vienne, qui, en 1722, accorda à la compagnie, dont l'action était déjà si vive, un octroi aussi ample qu'on en eût jamais donné. Seulement il stipula qu'on paierait au fisc jusqu'en 1725 trois pour cent pour tout ce qui serait exporté, pour tout ce qui serait importé, et six pour cent dans la suite.

La rapacité des gouvernemens est inconcevable. Dans toute cette histoire on ne trouvera pas peut-être un seul exemple où l'imposition n'ait été concomitante de l'entreprise, pas un souverain qui n'ait voulu s'assurer une partie de la moisson avant que la récolte fût faite, sans s'apercevoir que ces exactions prématurées étaient des moyens sûrs de la détruire. D'où naît cette espèce de vertige ? Est-ce de l'ignorance ? est-ce de l'indigence ? Serait-ce une séparation secrète de l'intérêt propre de l'administration, de l'intérêt général de l'état ?

Un privilège qui donnait de la solidité à une association que jusqu'alors on avait crue précaire irrita les puissances qui s'étaient déclarées contre elle. Des représentations modérées furent remplacées par les plus vives menaces, sans que Charles VI en parût alarmé. Il était soutenu par

l'opiniâtreté de son caractère, par les grandes espérances qu'on lui avait données, par l'appui qu'il se promettait de l'Espagne. Cette couronne se flattait alors d'obtenir pour don Carlos l'héritière de la maison d'Autriche, et ne croyait pas pouvoir faire de trop grands sacrifices à cette alliance. L'union de deux cours qu'on avait crues irréconciliables agita l'Europe. Toutes les nations se crurent en péril. Il se fit des ligues sans nombre pour rompre une harmonie jugée plus dangereuse qu'elle ne l'était. On n'y réussit, malgré tant de mouvemens, que lorsque le conseil de Madrid, qui n'avait plus de trésors à verser en Allemagne, se fut convaincu qu'il courait après des chimères. La défection de son allié n'étonna pas l'empereur, et il marcha toujours assez fièrement vers le but secret qu'il se proposait.

Ce prince avait fait publier dans ses états héréditaires *la pragmatique sanction*, loi par laquelle il établissait, au défaut d'hoirs mâles dans sa famille, l'indivisibilité de ses domaines en faveur de sa fille aînée. Cette disposition avait été sanctionnée par l'Espagne. Il s'agissait de la faire approuver par les autres puissances. L'Angleterre et la Hollande y étaient très-disposées. Le système d'équilibre qui depuis près d'un siècle dirigeait toutes leurs démarches le voulait ainsi. Mais la France, avec qui les deux nations avaient alors des liaisons intimes, traversait par toutes sortes d'intrigues un arrangement qui contrariait sa po-

litique. Elle se lassèrent à la fin de tant de résistance, et se déterminèrent, en 1731, à garantir un acte qui ne les intéressait guère moins que la cour qui lui cherchait des protecteurs. A cette condition le privilège de la compagnie d'Ostende, qui, en 1727, n'avait été que suspendu pour sept ans, fut annulé pour toujours.

Les associés cherchèrent alors un nouveau théâtre où ils pussent faire fructifier leurs capitaux. Ils firent successivement des démarches pour s'établir à Hambourg, à Trieste, en Toscane. La nature, la force ou la politique ruinèrent leurs efforts. Les plus heureux d'entre eux furent ceux qui tournèrent leurs regards vers la Suède.

L'étude des nations est de toutes les études la plus intéressante. L'observateur se plaît à saisir le trait particulier qui caractérise chaque peuple, et à le démêler de la foule des traits généraux qui l'accompagnent. Inutilement il a pris la teinte des événemens; inutilement les causes physiques ou morales en ont changé les nuances, un œil pénétrant le suit à travers ses déguisemens, et le fixe malgré ses variations. Plus même le champ de l'observation est étendu, plus il présente de siècles à mesurer, d'époques à parcourir, plus aussi le problème est aisé à déterminer. Chaque siècle, chaque époque donne, s'il est permis de parler ainsi, son équation, et l'on ne peut les résoudre toutes sans découvrir la vérité qui y était comme enveloppée.

vii.  
Compagnie  
de Suède.  
Révolutions  
arrivées dans  
le gouverne-  
ment de cette  
nation.

Mais le désir de connaître une nation doit augmenter à proportion du rôle qu'elle a joué sur le théâtre de l'univers, de l'influence qu'elle a eue dans les majestueuses ou terribles scènes qui ont agité le globe. Le principe et les effets de ce grand éclat attirent également les regards des gens éclairés, de la multitude, et il est très-rare qu'on se lasse de s'en occuper. Les Suédois doivent-ils être mis au rang des peuples qui ont acquis un nom fameux? On en jugera.

La Suède était peu connue avant que ses féroces habitans eussent concouru avec les autres barbares du Nord au renversement de l'empire romain. Après avoir fait le bruit et les ravages d'un torrent, elle retomba dans l'obscurité. Une contrée inculte et déserte, sans mœurs, sans police, sans gouvernement, ne pouvait guère fixer l'attention de l'Europe, alors peu éclairée, et qui ne faisait point d'efforts pour sortir de son ignorance. Les brigandages et les assassinats étaient très-multipliés, s'il faut s'en rapporter à quelques vieilles chroniques d'une foi douteuse. Un seul chef dominait de temps en temps sur le pays entier; d'autres fois il était partagé entre plusieurs maîtres. Ces rivaux, avides de puissance, avaient recours aux moyens les plus honteux ou les plus violens pour se supplanter, et les révolutions étaient journalières. C'était surtout entre les pères et les enfans que ces guerres étaient sanglantes. Le christianisme, que reçut cette région au com-

mencement du neuvième siècle, ne changea rien à la condition des peuples. Ce furent toujours les mêmes haines, les mêmes combats, les mêmes calamités. On n'avait que peu amélioré une si affreuse destinée, lorsque des événemens malheureux firent passer la Suède sous la domination danoise ou dans une alliance qui tenait de la servitude. Ces liens honteux furent brisés par Gustave-Vasa, élu administrateur de l'état en 1521, et deux ans après son monarque.

L'empire était alors dans l'anarchie. Les prêtres exerçaient la principale autorité; et le fisc ne recevait annuellement que vingt-quatre mille marcs d'argent, quoique les dépenses publiques s'élevassent à soixante mille. En concentrant dans ses mains des pouvoirs épars, en rendant la couronne héréditaire dans sa famille, en dépouillant le clergé d'une partie de ses usurpations, en substituant le luthéranisme au culte établi, en réglant sagement le genre et l'emploi des impositions, le nouveau roi se montra digne du rang où il était monté; mais pour avoir voulu pousser trop loin les réformes, il précipita ses sujets dans des malheurs qu'on aurait pu, qu'on aurait dû prévoir.

La Suède, que la nature de ses productions, ses besoins et l'étendue de ses côtes appelaient à la navigation, l'avait abandonnée depuis qu'elle s'était dégoûtée de la piraterie. Lubeck était en possession d'enlever ses denrées, et de lui fournir toutes les marchandises étrangères qu'elle con-

sommaient. On ne voyait dans ses rades que les navires de cette république, ni dans ses villes d'autres magasins que ceux qu'elle y avait formés.

Cette dépendance blessa l'âme fière de Gustave. Il voulut rompre les liens qui enchaînaient au-dehors l'industrie de ses sujets, mais il le voulut avec trop de précipitation. Avant d'avoir construit des vaisseaux, avant d'avoir formé des négocians, il ferma ses ports aux Lubeckois. Dès-lors il n'y eut presque plus de communication entre son peuple et les autres peuples. L'état entier tomba dans un engourdissement dont on se ferait difficilement des idées justes. Quelques bâtimens anglais, quelques bâtimens hollandais qui se montraient de loin en loin, n'avaient que faiblement remédié au mal lorsque Gustave Adolphe monta sur le trône.

Les premières années de ce règne furent marquées par des changemens utiles. Les travaux champêtres furent ranimés. On exploita mieux les mines. Il se forma des compagnies pour la Perse et pour les Indes occidentales. Les côtes de l'Amérique septentrionale virent jeter les fondemens d'une colonie. Le pavillon suédois se montra dans tous les parages de l'Europe.

Ce nouvel esprit ne dura qu'un moment. Les succès du grand Gustave à la guerre tournèrent entièrement le génie de la nation du côté des armes. Tout s'enflamma du désir de s'illustrer sur les traces de ce héros et de ses élèves. L'espoir du

butin se joignit à l'amour de la gloire. Chacun voulait vaincre l'ennemi et s'enrichir de ses dépouilles. L'éducation nationale était toute militaire, et les foyers paraissaient convertis en camps. Des trophées innombrables ornaient les temples, les châteaux, les toits les plus simples. Une génération de soldats était remplacée par une génération semblable ou plus audacieuse. Cet enthousiasme avait gagné les dernières classes comme les classes les plus élevées. Les travaux nobles, les travaux obscurs étaient également dédaignés; et un Suédois ne se croyait né que pour vaincre et pour faire la destinée des empires. Cette fureur martiale avait passé toutes les bornes sous Charles XII; mais elle s'éteignit après la mort tragique de cet homme extraordinaire.

Ce fut un autre peuple. L'épuisement de l'état, la perte des conquêtes anciennes, l'élévation de la Russie, tout dégoûtait les plus confians d'une carrière qu'il n'était plus possible de suivre avec quelque espoir de succès, sans même achever la ruine d'un édifice ébranlé par des secousses violentes et répétées. La paix était le vœu, et de ceux qui avaient vieilli sous des tentes, et de ceux auxquels leur âge n'avait pas permis de porter les armes. Le cri de la nation entière était pour sa liberté, attaquée successivement avec précaution, détruite par Charles XI, et dont l'ombre même avait été ravie par l'infortuné monarque qui venait de descendre au tombeau sans postérité. Tous les

ordres de l'état s'assemblèrent, et, sans abolir la royauté, ils rétablirent le gouvernement républicain, lui donnèrent même plus d'extension qu'il n'en avait eu.

Aucune convulsion ne précéda, aucune discorde ne suivit cette grande révolution. Tous les changemens furent faits avec maturité. Les professions les plus nécessaires, ignorées ou avilées jusqu'alors, fixèrent les premiers regards. On ne tarda pas à connaître les arts de commodité ou d'agrément. La jeune noblesse alla se former dans tous les états de l'Europe qui offraient quelque genre d'instruction. Ceux des citoyens qui s'étaient éloignés d'un pays, depuis long-temps ruiné et dévasté, y rapportèrent les talens qu'ils avaient acquis. L'ordre, l'économie politique, les différentes branches d'administration devinrent le sujet de tous les entretiens. Tout ce qui intéressait la république fut mûrement discuté dans les assemblées générales, et librement approuvé, librement censuré par des écrits publics. Il parut sur les sciences exactes des ouvrages lumineux qui méritèrent d'être adoptés par les nations les plus éclairées. Une langue jusqu'alors barbare eut enfin des règles, et acquit avec le temps de la précision et de l'élégance. Les manières et les mœurs des peuples éprouvèrent des variations encore plus nécessaires et plus heureuses. La politesse, l'affabilité, l'esprit de communication remplacèrent cette humeur farouche et cette rudesse de carac-

tère qu'avait laissées la continuité des guerres. On appela des lumières de tous les côtés. Les étrangers qui apportaient quelques inventions, quelques connaissances utiles, étaient accueillis; et ce fut dans ces heureuses circonstances que les agens de la compagnie d'Ostende se présentèrent.

Un riche négociant de Stockholm, nommé Henri Kœnig, goûta leurs projets et les fit approuver par la diète de 1751. On établit une compagnie des Indes à laquelle on accorda le privilège exclusif de négocier au-delà du Cap de Bonne-Espérance. Son octroi fut borné à quinze ans. On crut qu'il ne fallait pas lui donner plus de durée, soit pour remédier de bonne heure aux imperfections qui se trouvent dans les nouvelles entreprises, soit pour diminuer le chagrin d'un grand nombre de citoyens qui s'élevaient avec chaleur contre un établissement que la nature et l'empire du climat semblaient repousser. Le désir de réunir le plus qu'il serait possible les avantages d'un commerce libre et ceux d'une association privilégiée fit régler que les fonds ne seraient pas limités, et que tout actionnaire pourrait retirer les siens à la fin de chaque voyage. Comme la plupart des intéressés étaient étrangers, Flamands principalement, il parut juste d'assurer un bénéfice à la nation, en faisant payer au gouvernement 1500 dalers d'argent, ou 3390 livres par last que porterait chaque bâtiment.

Cette condition n'empêcha pas la société d'ex-

VIII.  
Les Suédois  
prennent  
part au com-  
merce des  
Indes. De  
quelle ma-  
nière ils le  
conduisent.